



AVRIL  
2021



**Mavi Vatan, la « Patrie bleue »**  
Origines, influence et limites  
d'une doctrine ambitieuse  
pour la Turquie

Aurélien DENIZEAU

En partenariat avec:



L'**Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Le **Policy Center for the New South**, anciennement OCP Policy Center, est un *think tank* marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. À travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : agriculture, environnement et sécurité alimentaire, économie et développement social, économie et finance des matières premières, géopolitique et relations internationales.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

*Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et le Policy Center for the New South.*

ISBN : 979-10-373-0343-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Amiral Cem Gürdeniz

### **Comment citer cette publication :**

Aurélien Denizeau, « Mavi Vatan, la "Patrie bleue" : Origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2021.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet : [ifri.org](http://ifri.org)**

# Auteur

**Aurélien Denizeau** est docteur de l'Inalco en sciences politiques et relations internationales. Ses recherches portent sur la vision stratégique de la Turquie et les évolutions de sa politique étrangère.

Diplômé de Sciences Po Paris en histoire et docteur de l'Inalco en sciences politiques et relations internationales, Aurélien Denizeau est l'auteur d'une thèse consacrée à la vision stratégique et diplomatique de l'islam politique turc. Son champ d'étude comprend la géopolitique de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient, les dynamiques internes à la Turquie, et leur impact sur la politique étrangère du pays.

Il s'intéresse également à la question des diasporas turques en Europe et aux relations turco-européennes. Turcophone, il a effectué de nombreuses enquêtes de terrain en Turquie et a notamment travaillé, en collaboration avec l'Ifri, sur le parti pro-kurde HDP, sur les médias turcs, sur l'avenir de l'Union Douanière UE-Turquie et sur les influences stratégiques auxquelles est soumis le président Erdoğan.

## Résumé

L'activisme de la Turquie en Méditerranée orientale paraît aujourd'hui guidé par une doctrine juridique et géopolitique ambitieuse, basée sur la revendication d'un vaste domaine maritime – la « Patrie Bleue » (*Mavi Vatan*). Élaborée par des amiraux conscients de l'importance stratégique de la mer, cette approche est influente au sein des élites militaires, politiques, économiques et intellectuelles turques. Bien qu'elle présente certaines contradictions avec la vision traditionnelle des islamo-conservateurs, la *Mavi Vatan* a été reprise à son compte par le président Recep Tayyip Erdoğan ; elle lui offre en effet l'occasion de consolider son alliance avec les mouvements nationalistes et d'offrir un cadre juridique à son action en Libye. Cependant, la réussite de cette doctrine dépendra aussi de la capacité de la Turquie à moderniser ses forces navales, un effort qui nécessitera le maintien de partenariats internationaux solides.

# Abstract

Turkey's activism in the Eastern Mediterranean now appears to be guided by an ambitious legal and geopolitical doctrine, based on the claim of a vast maritime domain - the "Blue Homeland". Developed by admirals aware of the strategic importance of the sea, this approach is influential among Turkey's military, political, economic, and intellectual elites. Although it presents certain contradictions with the traditional vision of the Islamo-conservatives, Mavi Vatan has been taken over by President Recep Tayyip Erdoğan; it offers him the opportunity to consolidate his alliance with nationalist movements and to provide a legal framework for his action in Libya. However, the success of this doctrine also depends on Turkey's ability to modernize its naval forces, an effort that will require the maintenance of strong international partnerships.

# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>UNE DOCTRINE AU CROISEMENT DU DROIT MARITIME<br/>ET DE LA GÉOSTRATÉGIE .....</b>                 | <b>7</b>  |
| <b>Les amiraux, architectes du concept.....</b>   | <b>7</b>  |
| <b>Une revendication territoriale.....</b>  | <b>9</b>  |
| <b>Une vision maritime au service d'une géopolitique ambitieuse.....</b>                            | <b>11</b> |
| <b>L'INFLUENCE DE LA MAVI VATAN SUR LA PENSÉE<br/>GÉOPOLITIQUE TURQUE .....</b>                     | <b>14</b> |
| <b>Un concept géopolitique à vocation globale<br/>    mais centré sur une région .....</b>          | <b>14</b> |
| <b>Une doctrine complémentaire de l'eurasisme<br/>    et du nationalisme ? .....</b>                | <b>17</b> |
| <b>De potentielles contradictions avec l'islam politique.....</b>                                   | <b>19</b> |
| <b>UN CONCEPT DANS LES MAINS DE RECEP TAYYIP ERDOGAN.....</b>                                       | <b>21</b> |
| <b>Un enjeu de politique intérieure .....</b>   | <b>21</b> |
| <b>Un contexte stratégique favorable à la <i>Mavi Vatan</i>.....</b>                                | <b>23</b> |
| <b>Une influence plus limitée qu'en apparence ? .....</b>   | <b>25</b> |
| <b>CONCLUSION : ATOUTS ET FAIBLESSES DE LA TURQUIE<br/>DANS SA QUÊTE DE PUISSANCE MARITIME.....</b> | <b>28</b> |

# Introduction

Le 27 novembre 2019 le gouvernement turc signait un accord avec le Gouvernement d'entente nationale libyen en vue de délimiter une frontière maritime commune. Cet événement témoignait de la volonté d'Ankara de redevenir un acteur géopolitique important en Méditerranée orientale. En renforçant la coopération militaire turco-libyenne et en empiétant sur la Zone économique exclusive (ZEE<sup>1</sup>) revendiquée par la Grèce, il montrait aussi que la Turquie ne craint pas la confrontation avec ceux qui voudraient limiter ses ambitions maritimes. Cet activisme en politique étrangère n'est pas nouveau, s'inscrivant dans la vision stratégique que porte le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), au pouvoir depuis 2002. Cependant, alors que la Turquie avait été très présente au Moyen-Orient ou en Afrique au cours des deux dernières décennies, son intérêt pour les espaces maritimes semble relativement récent et ne correspond pas vraiment à la vision géopolitique développée par l'AKP jusqu'alors.

C'est une doctrine extérieure au parti, celle de la *Mavi Vatan* (Patrie Bleue), élaborée au sein de la Marine turque, qui semble désormais guider l'action en Méditerranée. Ses inspirateurs se revendiquent du kémalisme et défendent une approche qui ne s'identifie pas à l'islam politique. Malgré cela, le gouvernement turc a repris à son compte leur vision et leurs revendications. Plutôt qu'un tournant majeur, on peut y voir une inflexion de politique étrangère liée à des effets d'opportunités : Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre (2003-2014) puis président de la République (depuis 2014), a pour habitude d'arbitrer entre différentes options stratégiques que lui proposent ses conseillers. Mais la préférence qu'il a accordée à la *Mavi Vatan* intrigue : il est difficile de distinguer les éléments d'adhésion idéologique de ce qui relèverait plutôt d'une stratégie de communication à destination de son opinion publique. Indéniablement, les promoteurs de cette doctrine géopolitique partagent certains objectifs conjoncturels avec le président Erdoğan ; il n'est pas sûr que ce dernier adhère en retour à l'ensemble de leur vision. On peut alors se demander jusqu'à quel point la *Mavi Vatan* influencera les choix extérieurs de la Turquie, et comment elle s'articulera de façon cohérente avec la vision stratégique et idéologique de l'AKP.

---

1. La ZEE a été définie par la Convention de Montego Bay, dans son article 56, adoptée par l'Organisation des Nations unies, le 10 décembre 1982. Elle correspond à l'espace maritime exploitable par un État riverain exerçant sa souveraineté. La ZEE s'étend de la ligne de base jusqu'à 200 milles marins, soit 370,42km.

# Une doctrine au croisement du droit maritime et de la géostratégie

Il faut remonter au milieu des années 2000 pour retracer la genèse de la *Mavi Vatan*. À cette époque, Recep Tayyip Erdoğan et l'AKP semblent décidés à se rapprocher de l'Union européenne (UE) et à aplanir les différends avec la Grèce. Ils apportent leur soutien au plan Annan de réunification de Chypre, dont la partie nord est occupée depuis 1974 par l'armée turque, démontrant leur bonne volonté alors que la partie grecque de l'île rejette le plan en 2004<sup>2</sup>. Mais cette approche ne fait pas consensus : certains officiers de tendance nationaliste craignent que les intérêts nationaux turcs soient sacrifiés en échange d'une hypothétique adhésion à l'UE. Au sein de la Marine, un courant intellectuel émerge alors, qui se fait le porteur d'ambitieuses revendications territoriales : la *Mavi Vatan* est une vision juridique, à vocation géopolitique, dont la dimension est continentale, voire mondiale.

## Les amiraux, architectes du concept

Le rejet du plan Annan n'empêche pas l'adhésion de Chypre à l'UE, le 1<sup>er</sup> mai 2004. Les autorités chypriotes sont alors en plein processus de délimitation et de revendication de leur Zone économique exclusive. Pour cela, elles se basent sur les principes de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (dite de Montego Bay) de 1982. Des découvertes de gaz dans la région ont accru son attractivité économique, et un accord de délimitation des frontières maritimes égypto-chypriote a été signé dès 2003. La République Turque de Chypre du Nord (RTCN), proclamée en 1983 sur la partie de l'île occupée par la Turquie, et reconnue uniquement par Ankara, s'oppose ouvertement aux revendications maritimes chypriotes et réclame sa propre ZEE<sup>3</sup>.

Le 4 octobre 2004, deux géographes de l'université de Séville, Juan Luis Suárez de Vivero et Juan Carlos Rodríguez Mateos, publient un article consacré aux frontières maritimes de l'UE ; il est accompagné d'une carte mettant en relief les ZEE des États-membres,

---

2. Pour l'historique du conflit chypriote, voir M. Bozdémir, « Chypre, entre panhellénisme et panturquisme », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 48-49, 1988, p. 238-249 ; M. Michael et Y. Vural (dir.), *Cyprus and the Roadmap for Peace: A Critical Interrogation of the Conflict*, Cheltenham, Edward Elgar, 2018.

3. A. Gürel, F. Mullen, H. Tzimitras, « The Cyprus Hydrocarbon Issue: Context, Positions and Future Scenarios », Rapport n° 1 du PRIO, 2013, p. 47.

et validant les revendications territoriales chypriotes<sup>4</sup>. Cette « carte de Séville » est vivement critiquée en Turquie, en particulier au sein des institutions militaires. Au cours d'un colloque organisé par le Commandement des forces navales turques à Ankara, le 14 octobre 2006, l'amiral Cem Gürdeniz, chargé de la planification stratégique en mer, reproche à l'UE de reprendre à son compte la carte en question sans s'appuyer sur des justifications légales. Il appelle la Turquie, qui ne reconnaît pas la convention de Montego Bay, à défendre une ZEE beaucoup plus large, qu'il qualifie de « Patrie Bleue ». C'est une véritable doctrine de revendication territoriale qui voit ainsi le jour. À partir de 2009, l'amiral Cihat Yaycı s'intéresse à la question des contours de la ZEE qui doit être revendiquée, plaidant par la suite pour une frontière maritime commune avec la Libye<sup>5</sup> ; dans un ouvrage co-écrit avec le colonel à la retraite Ali Kurumahmut, alors conseiller du gouvernement, il expose en détail ses conceptions du droit maritime et leur donne une certaine visibilité<sup>6</sup>.

Cem Gürdeniz et Cihat Yaycı multiplient les publications au cours des années suivantes, et le concept de *Mavi Vatan* se popularise peu à peu au sein de l'armée. Il est notamment défendu par l'amiral Soner Polat (décédé en 2019), qui a lui-même consacré un ouvrage à ce concept<sup>7</sup>. On peut aussi citer les amiraux Özden Örnek, Mustafa Özbey ou Cem Aziz Çakmak (décédé en 2015), qui adhèrent à cette doctrine et la défendent au travers de leurs interventions<sup>8</sup>. La consécration au sein de la sphère militaire survient en 2019, lorsque le grand exercice naval organisé pour la première fois dans les trois mers côtières de la Turquie (Noire, Égée et Méditerranée) prend le nom de « Mavi Vatan 2019 ». La doctrine est alors popularisée auprès du grand public, par le biais notamment de publications liées à la

4. L'article est rendu public quelques mois plus tard dans la revue *Marine Policy* : J. R. Mateos, J. L. Suárez De Vivero, « Maritime Europe and EU Enlargement. A Geopolitical Perspective », *Marine Policy*, vol. 30, n° 2, mars 2006, p. 167-172.

5. G. Güler, « İyi ki Tümamiral Dr. Cihat Yaycı var... » [Heureusement qu'il y a le contre-amiral Dr. Cihat Yaycı...], *Önce Vatan*, 24 décembre 2019, disponible sur : [www.oncevatan.com.tr](http://www.oncevatan.com.tr) ; Cihat Yaycı, « Doğu Akdeniz'de deniz yetki alanlarının sınırlandırılmasında Libya'nın rolü ve etkisi » [Le rôle et l'influence de la Libye dans la délimitation des juridictions maritimes en Méditerranée Orientale], *Güvenlik Stratejileri* [Stratégies de sécurité], vol. 7, n° 14, 2011, p. 17-41.

6. A. Kurumahmut, C. Yaycı, *Deniz subayları için temel deniz hukuku : Barış ve savaş dönemi* [Droit maritime fondamental pour les officiers de Marine : En temps de paix et de guerre], Çanakkale, Deniz Kuvvetleri Kültür, 2011.

7. Soner Polat, *Mavi Vatan için jeopolitik rota: Doğu Akdeniz, Kıbrıs ve Ege'deki kavgayı anlatan tespitler ve öneriler* [Cap géopolitique pour la Patrie Bleue : Constats et propositions au sujet du conflit en Méditerranée Orientale, à Chypre et en Égée], İstanbul, Kaynak, 2019.

8 « Tümamiral Mustafa Özbey'den çağrı: Mavi Vatan okul müfredatına girsin » [L'appel du contre-amiral Mustafa Özbey : que la Patrie Bleue intègre les programmes scolaires], *Aydınlık*, 21 avril 2020 ; Cem Gürdeniz, « Amiral Cem Aziz Çakmak'ı 'Mavi Vatan'ın sonsuzluğuna uğurlarken » [En faisant nos adieux à l'amiral Cem Aziz Çakmak parti vers l'éternité de la Patrie Bleue], *Aydınlık*, 4 juillet 2015 ; Özden Örnek, *Milgem'in öyküsü* [Histoire du programme Milgem]. İstanbul : Kırmızı Kedi, 2016, 264 p.

Marine<sup>9</sup>. Elle est reprise par des figures de la société civile, à l'instar de Necdet Pamir, président de la Commission des politiques énergétiques, spécialisé sur les questions pétrolières<sup>10</sup>, ou de l'universitaire et journaliste Hasan Ünal, qui s'intéresse de près à ce concept<sup>11</sup>. Mais quoique désormais très présente dans les discours universitaires, politiques et économiques, la *Mavi Vatan* reste étroitement associée aux amiraux qui l'ont conçue et répandue, à savoir Cem Gürdeniz, Cihat Yaycı et dans une moindre mesure Soner Polat.

## Une revendication territoriale

La doctrine de la *Mavi Vatan* est en premier lieu un rejet des revendications grecques et chypriotes en Méditerranée orientale, donc de la « carte de Séville » que l'UE aurait implicitement acceptée<sup>12</sup>. Ses concepteurs estiment que la convention de Montego Bay ne peut avoir aucune valeur juridique auprès de la Turquie, puisque celle-ci ne l'a jamais ni ratifiée ni signée. Ils en refusent les principes mêmes, considérés comme inadaptés à la géographie méditerranéenne, en particulier parce que la limite des 200 milles marins de ZEE n'a pas de logique dans un espace restreint et parsemé d'îles<sup>13</sup> : un État comme la Grèce disposerait dans de telles conditions d'un immense domaine maritime, en raison notamment de sa souveraineté sur des îles méditerranéennes proches des côtes turques. L'exemple le plus parlant en est le minuscule archipel de Kastellórizo (Meis en turc), à quelques kilomètres au large de Kaş : il permet à Athènes de revendiquer un vaste espace maritime entre Rhodes et Chypre, et de bloquer ainsi la seule ouverture de la Turquie vers la Méditerranée<sup>14</sup>. De plus, en faisant passer l'extension des eaux territoriales à 12 milles marins (il était jusqu'alors de 6 milles en mer Égée, limites fixées par la loi grecque en 1936 et la loi turque en 1964), la convention de Montego Bay a favorisé les États possesseurs de nombreuses îles rapprochées – dont la Grèce est l'archétype<sup>15</sup>.

---

9. Par exemple, la revue de l'Institut des forces navales de l'Université de Défense nationale, dont le premier numéro sort en 2019, porte le titre de *Mavi Vatan'dan açık denizlere* [De la Patrie Bleue aux mers ouvertes].

10. Il exprime par exemple régulièrement son soutien à la *Mavi Vatan* sur son compte Twitter : <https://twitter.com/NecdetPamir>.

11. Comme le montrent ses interventions sur son compte Twitter : <https://twitter.com/hasanunal1920>.

12. Cem Gürdeniz, *Anavatan'dan Mavi Vatan'a* [De la Mère-Patrie à la Patrie Bleue]. Istanbul, Kırmızı Kedi, 2021, p. 441-444.

13. Cihat Yaycı, *Doğu Akdeniz paylaşım mücadelesi ve Türkiye* [La Turquie et la lutte pour le partage de la Méditerranée Orientale], Istanbul, Kırmızı Kedi, 2020, p. 145-146.

14. *Ibid.*, p. 150-151.

15. Yaşar Özer, « 60 kere konuştuğumuz anlatamadık! Türkiye ne istiyor? Yunanistan ne söylüyor? » [Nous nous sommes exprimés 60 fois sans nous faire comprendre ! Que veut la Turquie ? Que dit la Grèce ?], *Sözcü*, 20 janvier 2021.

Considérant que la situation des délimitations territoriales gréco-turques est trop spécifique, les amiraux estiment que les principes de Montego Bay ne peuvent y être appliqués, et y défendent un régime spécial.

La *Mavi Vatan* dénie également à Athènes le plateau continental qu'elle revendique, et sur lequel elle s'appuie pour étendre sa ZEE. Les Turcs craignent que la Grèce se revendique comme un État-archipel, ce qui l'autoriserait à étendre sa mer territoriale à 12 milles au-delà de toutes ses côtes. Bien qu'il n'y ait pas officiellement de telles revendications de la part d'Athènes, sa décision d'étendre ses eaux territoriales jusqu'à 12 milles au large de ses côtes est présenté comme un *casus belli* par Ankara<sup>16</sup>. La *Mavi Vatan* définit la Grèce comme un État qui contrôle certes des îles au large de ses côtes, mais possède une base continentale bien identifiée. L'amiral Yaycı considère même que certaines îles grecques – celles qui se trouvent à proximité immédiate des côtes turques en mer Égée et en Méditerranée – appartiennent à un plateau continental distinct du territoire hellénique<sup>17</sup>. Il insiste ainsi sur le fait que l'île de Kastellórizo relève directement d'un plateau continental anatolien et non pas grec : la souveraineté d'Athènes sur ce territoire n'est pas remise en cause, mais ne peut donc pas servir de base à des revendications maritimes, *a fortiori* à une ZEE. Il s'y ajoute également une demande de démilitarisation de ces îles. « Quel État peut être visé par les armes qui s'y trouvent, si ce n'est la Turquie ? », demande Cihat Yaycı<sup>18</sup>. Il s'appuie dans sa critique sur le traité de Lausanne (1923), qui mettait fin à la guerre entre la Turquie et les puissances alliées (dont la Grèce) et dessinait les frontières du territoire turc actuel. Selon lui le traité cédait certes ces îles à Athènes, mais lui interdisait également de les militariser. Il y a sur ce point une nette divergence d'approche entre les deux parties. En effet, les Grecs estiment que le régime de démilitarisation totale des îles de Limnos et de Samothraki, acté lors du traité de Lausanne, était lié à la démilitarisation totale des Détroits. Or, la convention de Montreux (1936), en autorisant le réarmement de ces Détroits, aurait dans la foulée autorisé la remilitarisation des deux îles concernées. Ils considèrent par ailleurs, en ce qui concerne les autres îles, que le traité de Lausanne interdit juste l'installation de bases navales, et non pas d'armes<sup>19</sup>. De plus, ils rappellent que ce traité ne s'applique pas

16. « Turkey Says Greece's Decision to Extend its Territorial Waters in Aegean Is Cause of War », *Hürriyet Daily News*, disponible sur : [www.hurriyetdailynews.com](http://www.hurriyetdailynews.com).

17. A. Denizeau, « Entretien avec le contre-amiral Cihat Yaycı : La patrie bleue : quand la Turquie regarde la mer », *Conflicts*, n° 31, janvier-février 2021, p. 64-65.

18. Entretien avec l'auteur (9 octobre 2020).

19. P. Antonopoulos, « Greece Has A Legal Right To Not Demilitarize Aegean Islands Despite Turkey's Insistence », *Greek City Times*, 30 septembre 2020, disponible sur : <https://greekcitytimes.com>.

aux îles du Dodécanèse (voisines de Rhodes) : elles étaient en 1923 sous souveraineté italienne et n'étaient donc pas concernées par les dispositions prises à Lausanne. Ces différentes ambiguïtés dans l'interprétation des traités expliquent que les partisans de la *Mavi Vatan* souhaitent inclure la démilitarisation des îles grecques dans toute potentielle négociation.

En s'appuyant sur tous ces éléments, le territoire revendiqué par la doctrine navale turque a été clairement défini par Cem Güderniz et Cihat Yaycı<sup>20</sup>. La Patrie bleue revendiquée est ainsi « le nom de la zone d'intérêts et de juridiction [turcs] sur les eaux douces et salées situées entre les 25<sup>e</sup> et 45<sup>e</sup> méridiens est et les 33<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> parallèles nord<sup>21</sup>. » En mer Noire, cette zone correspond à la ZEE déjà possédée par la Turquie, suivant les principes d'équidistance avec les autres États riverains. En revanche, elle empiète ailleurs largement sur les ZEE revendiquées par Chypre et la Grèce. La *Mavi Vatan* s'étendrait ainsi sur la moitié orientale de la mer Égée, sans annexer les îles grecques qui s'y trouvent mais en ne leur laissant que leurs eaux territoriales dans leur largeur actuelle (soit 6 milles nautiques). En Méditerranée, elle serait limitrophe des ZEE libyennes et égyptiennes, la délimitation se faisant en suivant le principe d'équidistance des côtes. Enfin, une partie des eaux situées entre Chypre, la Syrie et le Liban est également revendiquée pour la RTCN. La Turquie et son allié nord-chypriote disposeraient ainsi d'un domaine naval s'étendant sur 462 000 km<sup>2</sup>. Suivant la doctrine de la « Patrie bleue », c'est cette revendication qui doit servir de base à toute négociation potentielle avec les autres États est-méditerranéens, en particulier Chypre et la Grèce.

## Une vision maritime au service d'une géopolitique ambitieuse

Les théoriciens de la *Mavi Vatan* accordent une grande importance à la mer dans la géopolitique du XXI<sup>e</sup> siècle, et appellent la Turquie à investir cet espace qu'elle a historiquement négligé<sup>22</sup>. La Méditerranée orientale, plus spécifiquement, leur apparaît porteuse d'enjeux essentiels à la puissance. Il y a tout d'abord une préoccupation sécuritaire, relative en particulier au voisin grec. Celui-ci est perçu parfois comme l'instrument de puissances impérialistes, pas forcément bien définies, mais dans lesquelles on reconnaît

20. On trouve aisément des cartes du domaine ainsi revendiqué sur Internet, par exemple sur la page Wikipédia turque consacrée à la *Mavi Vatan*, disponible sur : <https://tr.wikipedia.org>.

21. C. Gürdeniz, « What Is the Blue Homeland in the 21st Century? », United World, 31 juillet 2020, disponible sur : <https://uwidata.com>.

22. T. Jossieran, « La Turquie et la Méditerranée : une relation houleuse », *Stratégique*, n° 124, décembre 2020, p. 74-76.

régulièrement les États-Unis, et qui voudraient instrumentaliser la rivalité gréco-turque pour asseoir leur domination dans la région – y compris au détriment de la population grecque<sup>23</sup>. Parfois aussi, la Grèce est décrite comme une puissance elle-même expansionniste et cherchant l'unification avec Chypre. Les Turcs redoutent une résurgence de la *Megali Idea*<sup>24</sup>, cette forme d'irrédentisme grec apparu au XIX<sup>e</sup> siècle, et qui conduisit à cette époque Athènes à revendiquer les territoires ottomans à substrat hellénophone. Cette crainte du voisin grec s'accompagne d'une grande méfiance à l'égard du monde occidental, justifiant la constitution d'une zone d'intérêts maritimes permettant aux Turcs de se défendre si nécessaire<sup>25</sup>. Dans ce cadre, le partage des eaux avec la Libye devient un élément de sécurité nationale essentiel : d'une part, il ouvre à la Turquie un voisinage avec un État considéré comme allié ; d'autre part, et surtout, il empêche la constitution d'un espace maritime héliénocyprote continu, encerclant presque toute la péninsule anatolienne et enfermant la Turquie dans son espace terrestre<sup>26</sup>. La *Mavi Vatan* devient alors une garantie contre la perspective d'un rattachement de Chypre à la Grèce – l'*Enosis* –, un projet qui relève plus de l'idéalisme panhellénique que d'une politique concrète, mais présenté par les nationalistes turcs comme une menace récurrente.

Sans être la seule motivation de ses revendications, les intérêts économiques de la Turquie en Méditerranée orientale sont réels. La compétition pour délimiter les ZEE dans cette région s'est intensifiée avec la découverte d'importants gisements gaziers, et des navires de recherches de gaz et de pétrole, comme l'*Oruç Reis*, ont été envoyés sonder ses eaux en quête d'hydrocarbure. En les envoyant faire ces recherches dans les zones contestées, sous protection de sa flotte de guerre, Ankara en a profité pour réaffirmer ses prétentions territoriales. Les amiraux rappellent l'importance des réserves énergétiques de la Méditerranée orientale et la nécessité d'y avoir accès<sup>27</sup>. Certes, la découverte d'un important gisement de gaz (« *Sakarya*<sup>28</sup> ») en mer Noire relativise l'importance de la Méditerranée orientale comme espace fournisseur d'hydrocarbures.

23. C. Gürdeniz, « The Greek People Keep Paying the Price », United World, 30 mars 2021, disponible sur : <https://uwidata.com>. Soner Polat, « Yunanistan'ı akılselime davet! » [Inviter la Grèce au bon sens!], *Aydınlık*, 26 décembre 2018.

24. Entretien de l'auteur avec Cihat Yaycı (9 octobre 2020) ; Cem Gürdeniz, « Megali Idea'dan megalomaniye » [De la Megali Idea à la mégalomanie], *VeryansinTV*, 7 février 2021, disponible sur : [www.veryansintv.com](http://www.veryansintv.com).

25. S. Polat, « Mavi Vatan sahipsiz mi? » [Sans la Patrie Bleue ?], *Aydınlık*, 16 janvier 2018.

26. C. Gürdeniz, *Mavi Vatan'ın Güney cephesi: Doğu Akdeniz* [Le front Sud de la Patrie Bleue : La Méditerranée Orientale], Ankara, Pankuş, 2020, p. 92-93.

27. *Ibid.*, p. 55-57; Cihat Yaycı, *Doğu Akdeniz paylaşım mücadelesi ve Türkiye*, op. cit., p. 25-30.

28. Sur les implications de cette découverte, voir Hasan Selim Özertem, « Turkey's New Gas Discovery in the Black Sea and Its Potential Implications », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 1<sup>er</sup> octobre 2020, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

Cependant, l'idée développée n'est pas seulement d'exploiter ces ressources, mais également de contrôler les voies de passages qui font transiter vers l'Europe<sup>29</sup>.

Enfin, ces ambitions s'inscrivent dans une vision géopolitique plus vaste. Là où l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu (2009-2014) voyait le territoire anatolien comme une plaque tournante entre Europe, Afrique et Asie, la Méditerranée orientale joue un rôle similaire, dans l'idée de la *Mavi Vatan*, entre le bassin méditerranéen, le Moyen-Orient et l'espace indo-pacifique : à l'embouchure du canal de Suez, elle est le point de passage obligatoires des routes commerciales reliant l'Europe à l'océan Indien et, par extension, au sud-est asiatique. Elle est par ailleurs la principale interface maritime du Proche-Orient et du Machrek. En conséquence Chypre, au cœur de la ZEE revendiquée par Ankara, devient un espace stratégique majeur<sup>30</sup>. Cihat Yaycı la présente comme « l'île la plus importante de la Méditerranée en termes géopolitiques et géostratégiques<sup>31</sup> ». Elle est à ses yeux un véritable « porte-avion », offrant un accès facile à la Turquie, la Syrie, au Liban, à Israël, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte. Considérant que le cœur du Moyen-Orient s'organise autour d'un « triangle » golfe d'Alexandrette – golfe de Bassorah – canal de Suez, il fait remarquer que Chypre contrôle une des lignes de ce triangle (Alexandrette – Suez). C'est à ses yeux ce qui explique la volonté de puissances extérieures à la région, comme le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie et la France, de s'y investir<sup>32</sup>. Cet élément éclaire l'opposition résolue des partisans de la *Mavi Vatan* à une solution de réunification à Chypre<sup>33</sup> : la Turquie doit d'après eux conserver ses positions dans le nord du pays et défendre une ZEE correspondante. Ce faisant, elle conservera le contrôle du bassin est-méditerranéen, et donc des grandes lignes maritimes intercontinentales. Ainsi, bien que la Patrie Bleue se veuille avant tout la défense d'un territoire précis, elle est aussi pensée comme un outil au service d'intérêts stratégiques, économiques et géopolitiques. Ce faisant, elle porte une proposition de politique étrangère globale, dont les orientations influent sur différentes mouvances idéologiques turques.

29. Cihat Yaycı, *Doğu Akdeniz paylaşım mücadelesi ve Türkiye*, op. cit., p. 26-27.

30. T. Jossieran, « La Turquie et la Méditerranée : une relation houleuse », op. cit., p. 82-84.

31. C. Yaycı, *Doğu Akdeniz paylaşım mücadelesi ve Türkiye*, op. cit., p. 19-20.

32. *Ibid.*, p. 22-23.

33. M. Caillaud, « Qu'est-ce que la patrie bleue ? Une conversation avec l'idéologue de la doctrine géopolitique turque », *Le Grand Continent*, 26 octobre 2020, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

# L'influence de la *Mavi Vatan* sur la pensée géopolitique turque

Les théories développées par les amiraux présentent un caractère novateur en Turquie, et leur popularité croissante incite à les percevoir comme le nouveau moteur de la politique étrangère du pays. Il faut cependant tempérer cette impression. Il est vrai que la *Mavi Vatan* est porteuse d'une certaine vision du monde, mais sa focalisation géographique la rend par nature insuffisante pour porter une stratégie globale. Par ailleurs, en termes d'influence, si son impact auprès des franges nationalistes de l'opinion, en particulier les franges souverainistes et eurasistes, est indéniable, elle relève d'une sphère distincte de l'islam politique. Aussi ses principes d'action peuvent-ils entrer en contradiction avec les objectifs affichés par les héritiers d'une vision politico-religieuse, nombreux dans les cercles de pouvoir turcs.

## Un concept géopolitique à vocation globale mais centré sur une région

Il n'y a que pour la Méditerranée orientale et les espaces géopolitiques qui la bordent qu'il est possible de définir la *Mavi Vatan* comme une doctrine complète, avec son analyse théorique et ses principes d'action. Elle met en avant l'importance de cet espace, les enjeux dont il est porteur, le potentiel qu'il peut offrir aux États riverains. Elle identifie clairement les points stratégiques à contrôler – l'espace côtier, la ligne frontalière avec la Libye, Chypre et les eaux environnantes – et définit un outil pour cela : cette vaste ZEE qui doit devenir la Patrie bleue. Cette vision stratégique s'articule à une logique militaire, qui n'exclut pas le recours à la force pour imposer ses vues : dans la continuité de la guerre d'indépendance (1919-1922), la Turquie doit s'appuyer sur son armée pour récupérer, après l'Anatolie, la Patrie bleue qui la baigne. Cela implique une modernisation de la flotte et l'ouverture de bases navales facilitant sa projection<sup>34</sup>. Cette militarisation de la doctrine est imputable à une représentation diplomatique qui structure les pays méditerranéens en trois groupes : les alliés, les adversaires structurels et les adversaires conjoncturels.

---

34. T. Jossieran, « La Turquie et la Méditerranée : une relation houleuse », *op. cit.*, p. 80-81.

Le premier groupe, celui des alliés, comprend selon les amiraux deux membres fiables. Il y a tout d'abord la Libye, au cœur de la stratégie développée par Cihat Yaycı. Il est à noter que ses premières analyses à ce sujet datent de la période 2009-2011, soit avant même la chute de Mouammar Kadhafi (1969-2011). Dans la logique de la *Mavi Vatan*, ce n'est donc pas un régime qui est privilégié, mais bien la Libye en tant que telle, quel que soit le pouvoir en place, en raison de sa position géographique : ses intérêts la pousseraient à délimiter une ZEE contiguë à celle de la Turquie, pour ne pas être isolée par un axe héliéno-égyptien. L'autre allié identifié par les amiraux est la RTCN, « forteresse sud<sup>35</sup> » de la *Mavi Vatan*.

Les adversaires structurels sont la Grèce et la République chypriote, perçues comme une tenaille que la ZEE de la Patrie bleue doit écarter. Pour revenir à des relations apaisées, Athènes doit renoncer à ses revendications maritimes et reconnaître la validité des demandes turques. Il lui faut accepter un partage des eaux égéennes, la démilitarisation de ses îles proches des côtes anatoliennes, et la reconnaissance de la frontière maritime turco-libyenne.

Viennent enfin les adversaires conjoncturels : il s'agit des États riverains (Italie, Égypte, Israël, Palestine, Liban et Syrie) qui se sont ralliés à la vision grecque. Les théoriciens de la *Mavi Vatan* considèrent que les intérêts de ces pays devraient plutôt les pousser à coopérer avec Ankara. Cihat Yaycı fait ainsi remarquer qu'en adoptant les principes de Montego Bay plutôt que les délimitations proposées par la Turquie, l'Égypte se priverait de 21 500 km<sup>2</sup>, Israël de 4 600 km<sup>2</sup> et le Liban de 3 957 km<sup>2</sup> de ZEE<sup>36</sup>. En creux se dessine dans ce discours une critique vis-à-vis de la politique turque à l'égard de ces pays : Cem Gürdeniz estime qu'il ne fallait pas rompre avec l'Égypte ou Israël<sup>37</sup> ; il est également favorable à une réconciliation avec la Syrie, comme l'était Soner Polat, qui a critiqué le soutien turc aux rebelles syriens face à Bachar Al-Assad<sup>38</sup>.

Mais si la *Mavi Vatan* propose des logiques d'action précises en Méditerranée orientale, son discours sur le reste du monde relève d'une approche bien moins solide. L'exemple du rapport à l'Afrique le montre assez bien. Les amiraux relèvent l'importance du continent, pour lequel la Turquie marque un intérêt accru depuis la fin des

35. Cem Gürdeniz, *Anavatan'dan Mavi Vatan'a*, p. 274.

36. C. Yaycı, *Doğu Akdeniz paylaşım mücadelesi ve Türkiye*, op. cit., p. 166-168.

37. « Tensions en Méditerranée. La France verse de l'huile sur le feu, accuse un ex-amiral turc », *Ouest-France*, 23 août 2020.

38. Soner Polat, « ABD ve İsrail'e dolaylı hizmet » [Un service indirect à Israël et aux États-Unis], *Aydınlık*, 14 avril 2018.

années 2000<sup>39</sup>. Ils font valoir en particulier que le contrôle de la Méditerranée orientale sécurise les voies de communication vers la Corne de l'Afrique, région très investie par les Turcs<sup>40</sup>. Mais aucun détail supplémentaire n'est donné sur la stratégie à adopter envers cette région. La *Mavi Vatan* ne propose pas de principes d'action à l'égard des pays africains<sup>41</sup>, comme elle le fait vis-à-vis du bassin méditerranéen. Dans ce cadre, l'implantation turque en Afrique subsaharienne demeure profondément influencée par les préceptes d'Ahmet Davutoğlu : une politique pro-active, multipliant les initiatives ; une approche multi-dimensionnelle qui associe relations politiques, coopération économique et rapprochement culturel ; l'importance d'un *soft power* qui s'appuie aussi sur des acteurs non-étatiques.

Enfin, le discours des amiraux reste relativement flou sur l'implication des acteurs étrangers en Méditerranée orientale. Fondamentalement, l'idée développée est celle de la non-intervention : l'idée que l'UE puisse être associée aux pourparlers gréco-turcs est ainsi vigoureusement rejetée<sup>42</sup>. Toutefois, le rapport aux puissances américaine et russe est plus nuancé. Sur la question de l'Alliance atlantique, les théoriciens de la *Mavi Vatan* n'ont pas une approche uniforme. Soner Polat a développé un discours très critique envers l'OTAN et les « atlantistes », auxquels il reprochait régulièrement de vouloir déstabiliser la Turquie. Si Cem Gürdeniz partage ces critiques, et estime que l'OTAN n'a plus lieu d'exister, il pense cependant que rester dans l'alliance peut permettre à la Turquie d'y équilibrer l'influence de la Grèce et de ses alliés<sup>43</sup>. Cihat Yaycı ne critique pour sa part pas ouvertement l'OTAN et ne demande pas à en sortir, mais exige que la Turquie y soit traitée « à sa juste valeur ». On retrouve la même prudence sur la question des rapports à la Russie, avec les mêmes nuances entre les amiraux : là où Soner Polat était un partisan déclaré d'une alliance russe<sup>44</sup>, Cem Gürdeniz propose plutôt un rapprochement visant à contrebalancer les visées de l'OTAN et à s'entendre sur des intérêts tactiques – en particulier la gestion des crises syrienne et libyenne<sup>45</sup>. Cihat Yaycı s'en tient à une

39. B. Balci, « La diplomatie active mais fragile de la Turquie en Afrique », *Questions Internationales*, n° 77, janvier-février 2016, p. 96-101.

40. A. Denizeau, « Entretien avec le contre-amiral Cihat Yaycı : La patrie bleue : quand la Turquie regarde la mer », *op. cit.* ; A. Pouvreau, « La Turquie dans la Corne de l'Afrique », *Conflicts*, n° 30, novembre-décembre 2020, p. 58-60.

41. À l'exception bien entendu de ceux que ses revendications territoriales intéressent, à savoir essentiellement l'Égypte et la Libye.

42. Entretien de Cem Gürdeniz avec l'auteur (21 janvier 2021).

43. M. Caillaud, « Qu'est-ce que la patrie bleue ? Une conversation avec l'idéologue de la doctrine géopolitique turque », *op. cit.*

44. Soner Polat, « Jeopolitik ve Rusya » [La géopolitique et la Russie], *Aydınlık*, 3 avril 2018.

45. Il développe en particulier cet aspect dans une intervention vidéo pour le compte Youtube « Öğrenci İşleri », consultable sur : [www.youtube.com](http://www.youtube.com).

volonté générale de coopération avec Moscou, perçue comme compatible avec les alliances occidentales. En somme, si le discours de la *Mavi Vatan* paraît très hostile à l'OTAN et plutôt favorable à la Russie, il ne s'accompagne pas de prescriptions claires à ce sujet, et ne suffit donc pas à expliquer les positionnements turcs dans ces jeux de puissance.

## Une doctrine complémentaire de l'eurasisme et du nationalisme ?

Dans la vision de ses concepteurs, la *Mavi Vatan* ne se rattache pas à un courant d'idée spécifique. Cihat Yaycı la présente comme une vision juridique et la distingue de mouvements idéologiques comme l'atlantisme, l'eurasisme ou le néo-ottomanisme<sup>46</sup>. Cem Gürdeniz la décrit quant à lui comme un nouveau *Misak-ı Milli* (« Pacte National », en référence à la proclamation du Parlement Ottoman qui, le 12 février 1920, rejetait l'occupation européenne et légitimait la cause indépendantiste), dont la vision consensuelle transcende « l'illusion néo-ottomane » et le « réalisme révisionniste de Mustafa Kemal<sup>47</sup> ». En d'autres termes, il s'agirait d'une doctrine unifiant l'ensemble de la nation turque. Pour cette raison, il estime qu'aucun gouvernement, quelles que soient ses orientations politiques, ne peut en faire l'économie, sous peine de perdre sa légitimité<sup>48</sup>. On peut d'ailleurs observer que le concept de *Mavi Vatan* est effectivement populaire au sein de mouvements idéologiques variés. Repris par le président Erdoğan, il est également soutenu par le parti kémaliste CHP [Parti Républicain du Peuple, *Cumhuriyet Halk Partisi*], principale force d'opposition<sup>49</sup>. Mais c'est auprès des nationalistes qu'il semble avoir rencontré le plus de succès, qu'il s'agisse des partis traditionnellement liés ce courant politique, ou bien de la plus mystérieuse mouvance eurasiste.

La géopolitique de la Méditerranée théorisée par les amiraux est d'abord parfaitement compatible avec la vision historiquement portée par le Parti d'action nationaliste [*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP], dirigé depuis 1997 par Devlet Bahçeli. C'est ce mouvement qui avait le plus critiqué le soutien de l'AKP au plan Annan pour Chypre en 2004<sup>50</sup>. Comme les amiraux, le MHP considère que les revendications grecques sont une menace fondamentale pour la Turquie, et a critiqué la rupture avec l'Égypte, Israël et la Syrie. Le choix de Devlet Bahçeli

46. Entretien avec l'auteur, 7 novembre 2020.

47. Cem Gürdeniz, *Anavatan'dan Mavi Vatan'a*, p. 367-369.

48. Entretien avec l'auteur, 16 janvier 2020.

49. « Kılıçdaroğlu: Mavi Vatan'ı korumak zorundayız » [Kılıçdaroğlu: nous devons protéger la Patrie Bleue], *Kıbrıs Postası*, 14 janvier 2020.

50. « Bahçeli: Annan planı Rumların eve dönüş planı » [Bahçeli : le plan Annan est un plan de retour à la maison des Grecs], *Hürriyet*, 22 avril 2004.

de s'allier en 2017 à l'AKP et au président Erdoğan a entraîné une scission au sein du parti et la naissance d'une formation d'opposition nationaliste, plus attachée à la laïcité, le Bon parti [*İyi Parti*, İYİ]. Malgré leur rivalité, les deux partis ont apporté leur soutien à la doctrine de la *Mavi Vatan*. L'idée d'une ZEE de 460 000 m<sup>2</sup> est ainsi régulièrement reprise par Devlet Bahçeli dans ses interventions. La posture singulière du MHP au Parlement (sa cinquantaine de députés est nécessaire à l'AKP pour conserver une majorité gouvernementale) lui permet de peser sur les décisions et de défendre cette vision géopolitique. En dépit de son opposition au gouvernement, Meral Akşener, dirigeante du İYİ, a également apporté son soutien à la Patrie Bleue, ainsi qu'aux positions turques à Chypre Nord.

D'avantage que la position des deux frères ennemis nationalistes, c'est celle du mouvement eurasiste qui a suscité l'intérêt des observateurs internationaux. Les théoriciens de cette vision géopolitique originale<sup>51</sup>, qui défend un rapprochement de la Turquie avec la Russie, l'Iran ou même la Chine, semblent en effet entretenir des liens étroits avec ceux de la *Mavi Vatan*. L'exemple le plus frappant est celui de l'amiral Soner Polat, qui fut à partir de 2015 vice-président du *Vatan Partisi* [Parti de la Patrie], principal parti eurasiste de Turquie. Il entretenait d'ailleurs d'excellentes relations avec Alexandre Douguine, principale figure contemporaine de l'eurasisme russe<sup>52</sup>. Le journal *Aydınlık*, très proche du *Vatan Partisi*, a largement ouvert ses colonnes aux défenseurs de la Patrie Bleue. Cem Gürdeniz et Cihat Yaycı, pour leur part, ne se revendiquent pas de cette idéologie, mais leurs critiques à l'égard de l'OTAN et leur volonté de se rapprocher de la Russie et de la Chine<sup>53</sup> rejoignent la vision portée par le *Vatan Partisi*. Focalisée sur deux espaces géopolitiques différents, la *Mavi Vatan* et l'eurasisme paraissent ainsi complémentaires, cultivant un sentiment commun de méfiance envers les puissances occidentales et défendant la nécessité de nouer des partenariats alternatifs. Sans amalgamer les deux visions, on peut constater qu'il n'existe entre elles aucun point de discordance majeur, et qu'une certaine concordance de vue unit leurs zéloteurs respectifs. Cette proximité idéologique est importante, car l'influence croissante des eurasistes dans les cercles de pouvoir peut contrebalancer le poids des islamo-conservateurs, traditionnellement plus méfiant envers les théories stratégiques issues de l'armée.

51. Sur l'eurasisme turc, voir B. Balci, « L'eurasisme et le rapprochement entre la Turquie et la Russie », *Revue Internationale et Stratégique*, n° 116, vol. 4, 2019, p. 134-145 ; Özgür Tüfekçi, *The Foreign Policy of Modern Turkey: Power and the Ideology of Eurasianism*, Londres, I.B.Tauris, 2017.

52. « İran, Suriye ve Rusya Soner Polat'ı unutmadı » [L'Iran, la Syrie et la Russie n'ont pas oublié Soner Polat], *Aydınlık*, 1er octobre 2019.

53. D. Martín Menjón, « The Mind behind the Blue Homeland », *Quixote Globe*, 6 septembre 2020, disponible sur : <https://quixoteglobe.com>.

## De potentielles contradictions avec l'islam politique

Bien perçue des nationalistes, la doctrine de la *Mavi Vatan* semble plus difficile à concilier avec une vision confessionnelle de la politique étrangère. Il convient en premier lieu de noter que ses artisans sont très critiques envers l'islam politique et son héritage diplomatique et idéologique. Fondamentalement, la stratégie qu'ils proposent tranche avec beaucoup d'orientations héritées des années 2000. Sous l'impulsion de cadres de l'AKP comme Recep Tayyip Erdoğan, Ahmet Davutoğlu ou l'ancien président (2007-2014) Abdullah Gül, l'islam politique turc avait développé plusieurs grands principes de politique étrangère. En premier lieu, il s'agissait d'en écarter autant que possible l'institution militaire, afin de redonner les commandes au politique. Ce retour des civils dans le processus de décision était appuyé par les institutions européennes, conduisant en retour l'AKP à proposer une approche plus apaisée des contentieux avec la Grèce et de la question chypriote. Puis, et surtout après les révolutions arabes de 2011, cette approche s'est teintée de confessionnalisme. La Turquie se voulait alors championne de la cause des populations sunnites opprimées, soit par des pouvoirs dictatoriaux (le maréchal Sissi en Égypte ou Bachar al-Assad en Syrie), soit par Israël et ses alliés.

Or, la proposition de la *Mavi Vatan* se situe pratiquement à l'inverse de ces schémas. Ses théoriciens, directement issus de la Marine, incarnent le retour aux affaires de militaires revendiquant leur sécularisme et se dissociant de l'islam politique<sup>54</sup>. Leur hostilité aux précédentes tentatives de rapprochement avec la Grèce les met en porte-à-faux avec certains islamo-conservateurs haut placés. C'est ainsi qu'en juillet 2020, İbrahim Kalın, porte-parole du président Erdoğan et issu de l'islam politique, a été vivement critiqué par Cem Gürdeniz pour avoir proposé à Athènes des négociations sans conditions préalables<sup>55</sup>. Mais c'est surtout sur la question des alliances régionales que de réelles divergences avec l'islam politique pourraient se faire jour. Les principes de défense de la *Mavi Vatan* incluent une volonté de négocier avec l'Égypte, Israël et la Syrie. Or la cause des Frères Musulmans égyptiens, des Palestiniens et des rebelles syriens a acquis une dimension symbolique très forte au sein des partisans turcs de l'islam politique, et l'on peut se demander s'ils sont prêts à accepter un tel processus de réconciliation. D'autant qu'en parallèle, Cem Gürdeniz ou Soner Polat ont vivement critiqué l'alliance avec les Frères Musulmans, estimant qu'elle était contraire

54. D. Minoui, « Comment Erdogan a mis l'armée turque au service de son expansionnisme », *Le Figaro*, 4 novembre 2020.

55. « Cem Gürdeniz'den İbrahim Kalın'a 'kita sahanlığı' tepkisi » [Réaction de Cem Gürdeniz au 'plateau continental' d' İbrahim Kalın], *Aydınlık*, 29 juillet 2020.

aux intérêts nationaux turcs<sup>56</sup>. On peut ainsi imaginer qu'à moyen terme les islamo-conservateurs qui gravitent dans les cercles du pouvoir prennent leurs distances avec la *Mavi Vatan* et se retrouvent en opposition avec le MHP et ses proches, mettant le président Erdoğan en situation d'arbitre.

---

56. S. Polat, « Hayat devam ediyor » [La vie continue], communiqué du Vatan Partisi (en ligne), disponible sur <https://vatanpartisi.org.tr> ; Fethi Yılmaz, « Türkiye-Mısır yaklaşmasını E. Tümamiral Cem Gürdeniz değerlendirdi: 'İhvan siyaseti Türkiye'ye çok büyük zararlar verdi' » [L'avis du contre-amiral Cem Gürdeniz sur le rapprochement Turquie-Égypte : 'la politique de la confrérie a causé beaucoup de dégâts à la Turquie], *Oda TV*, 12 mars 2021, disponible sur : <https://odatv4.com>.

# Un concept dans les mains de Recep Tayyip Erdoğan

Si le soutien du MHP ou de l'opposition nationaliste et kémaliste au concept de *Mavi Vatan* relève d'une certaine cohérence idéologique, il peut paraître curieux que le président Erdoğan, issu de l'islam politique turc, en ait fait l'un de ses axes de politique étrangère. Davantage que d'une proximité idéologique, l'adhésion du chef de l'État à cette doctrine maritime paraît relever d'une conjoncture doublement favorable : en interne, son rapprochement avec l'armée et la mouvance nationaliste ; à l'extérieur, un contexte régional qui remet la Méditerranée orientale au centre des tensions. Si ces paramètres venaient à changer, il est difficile de savoir jusqu'à quel point les principes théorisés par les amiraux continueraient à influencer la stratégie turque.

## Un enjeu de politique intérieure

Dans l'adoption de la *Mavi Vatan* par le président de la République, il faut en premier lieu voir la traduction d'un vaste retournement d'alliances politiques. Jusqu'au début des années 2010, dans l'optique de chasser les vieilles élites kémalistes des institutions de l'État, Recep Tayyip Erdoğan maintenait une alliance informelle avec les partisans de Fethullah Gülen, un prédicateur réfugié aux États-Unis depuis 1999. Ses adeptes, qui formaient une confrérie plus ou moins officieuse<sup>57</sup>, avaient intégré les rouages de l'État, obtenant des postes haut placés dans la police, l'armée, le secteur universitaire ou bien encore la Justice. Dans leur volonté – partagée avec l'AKP – d'évincer les kémalistes, ces militants actifs se sont rapidement heurtés aux cadres traditionnels de l'Armée. Fethullah Gülen et ses disciples sont devenus la bête noire des théoriciens de la *Mavi Vatan*, qui perçoivent la confrérie comme un mouvement servant des intérêts « euro-atlantiques » pour affaiblir la Turquie, en frappant son institution militaire<sup>58</sup>. Ce conflit souterrain a eu des retombées très concrètes. En 2011, à la suite de la découverte d'un supposé complot des élites militaro-kémaliste contre le gouvernement AKP (l'affaire Balyoz), plus de 200 officiers ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Parmi eux, Cem Gürdeniz et Soner Polat. Mais à partir de

---

57. Le terme « confrérie » ne traduit pas exactement la réalité de cette mouvance : celle-ci relève davantage d'un réseau d'associations, de structures économiques, d'écoles privées et de médias, tous liés *via* leurs cadres et fondateurs à la figure de Fethullah Gülen.

58. N. Rodriguez, « Cem Gürdeniz : 'Maritime Turkey Represents the Whole Turkish World from Central Asia to the Balkans' », *Quixote Globe*, 6 septembre 2020, disponible sur : <https://quixoteglobe.com>.

2012, les relations entre la confrérie de Gülen et Recep Tayyip Erdoğan se compliquent, et leur rivalité de plus en plus marquée culmine avec le coup d'État manqué de 2016, que les AKPIstes attribuent directement à Fethullah Gülen et ses partisans. Un rapprochement progressif entre l'armée et le pouvoir AKP commence alors. La Justice invalide les condamnations liées au procès Balyoz, désormais dénoncé comme un complot ourdi par les gülenistes, et fait libérer les officiers emprisonnés. Si l'échec du putsch de 2016 a été suivi d'une reprise en main des institutions militaires, il a donc aussi permis aux partisans de la *Mavi Vatan* d'intégrer les cercles du pouvoir. Des milliers de sympathisants supposés du mouvement Gülen ont été chassés des ministères, facilitant l'entrée de nationalistes et d'eurasistes, qui ont fait pression pour mettre à l'ordre du jour la défense de la « Patrie bleue ». Sur un plan plus large, la rupture des négociations de paix avec le PKK<sup>59</sup>, le rapprochement avec l'armée et le tournant nationaliste du discours présidentiel ont favorisé la constitution d'une alliance entre l'AKP et le MHP, permettant à ce dernier de faire valoir ses options en matière stratégique et diplomatique.

Il faut également prendre en compte l'instrumentalisation de la politique étrangère par Recep Tayyip Erdoğan, dont les choix visent souvent à satisfaire telle ou telle fraction de l'électorat turc. Ainsi s'était-il rallié, au début des années 2000, au processus d'adhésion à l'UE, alors très populaire, en particulier chez les libéraux<sup>60</sup>. De même l'ouverture vers les pays arabes, notamment la Syrie, le Liban et l'Irak, motivée certes par des enjeux géopolitiques, correspondait aussi à la volonté d'un petit patronat conservateur désireux d'exporter vers cette région<sup>61</sup>. L'opinion publique que cible Recep Tayyip Erdoğan en reprenant le thème de la *Mavi Vatan* ne se réduit pas aux seuls nationalistes partisans du MHP, même si leur alliance reste nécessaire. Le président se fait en réalité le champion d'une vision souverainiste encore très populaire en Turquie, y compris au sein de l'opposition. Ce faisant, il pourrait compliquer les tentatives du CHP de se rallier, en vue des élections futures, les nationalistes du İYİ – voire le MHP si Devlet Bahçeli venait à en abandonner la présidence.

59. *Partiya Karkerên Kurdistan* [Parti des Travailleurs du Kurdistan], mouvement autonomiste kurde considéré comme terroriste par la Turquie et ses partenaires occidentaux.

60. A. Bonzon, « En Turquie, les intellectuels libéraux ont-ils joué les “idiots utiles” des islamistes ? », *Slate*, 4 janvier 2014, disponible sur : [www.slate.fr](http://www.slate.fr) ; A. Insel, *La Nouvelle Turquie d'Erdoğan : du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2015, p. 95-100.

61. C. Sitzenstuhl, *La diplomatie turque au Moyen-Orient : héritages et ambitions du gouvernement de l'AKP 2002-2010*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 106-116.

## Un contexte stratégique favorable à la *Mavi Vatan*

Le président Erdoğan a aussi réagi à une actualité régionale qui a remis au centre des préoccupations les enjeux maritimes, au milieu d'une montée spectaculaire des tensions. La découverte de gisements de gaz par Israël (2009) puis Chypre (2011) avait illustré le potentiel énergétique de la Méditerranée orientale, mais c'est véritablement la découverte par l'Égypte de l'important gisement Zohr (2015) qui a poussé les puissances locales à établir une stratégie de contrôle des eaux. L'élément déclencheur de la crise, côté turc, est l'annonce par le ministère des Affaires étrangères égyptien, le 14 janvier 2019, de la création d'un Forum du gaz de la Méditerranée orientale. L'Égypte, Chypre, Israël et la Palestine, en tant que producteurs, ainsi que la Grèce, la Jordanie et l'Italie, importateurs, sont membres de cette plateforme de discussion, mais la Turquie n'est pas invitée. Le sentiment de mise à l'écart qui en résulte est d'autant plus fort que l'axe Athènes-Le Caire à l'origine de l'initiative est le résultat direct de la rupture des relations diplomatiques turco-égyptiennes après le coup d'État du maréchal Sissi<sup>62</sup>. Cihat Yaycı a été nommé en août chef d'État-Major de la Marine ; dans ce contexte spécifique, la proposition de ZEE qu'il avait esquissée dix ans plus tôt gagne en popularité. Elle imposerait en effet la Turquie comme voie de passage obligatoire entre les pays producteurs du Forum, d'une part, et les consommateurs européens (Grèce et Italie) d'autre part. Cette solution est d'autant mieux accueillie par le président turc qu'elle est compatible avec sa propre politique libyenne.

La Libye est en fait la principale clé de la convergence entre les amiraux de la *Mavi Vatan* et Recep Tayyip Erdoğan. Après la chute de Mouammar Kadhafi, la Turquie, appuyée par le Qatar, s'est engagée aux côtés des Frères musulmans libyens. Mis en minorité aux élections législatives, ceux-ci ont établi en 2014 un gouvernement autonome à Tripoli (Tripolitaine, Ouest), tandis que le nouveau Parlement s'installait à Tobrouk<sup>63</sup> (Cyrénaïque, Est). Au printemps 2019, l'offensive vers l'Ouest du maréchal Haftar, homme fort du régime de Tobrouk, a conduit la Turquie à intensifier son soutien au gouvernement de Tripoli, dirigé par Favez al-Sarraj (2016-2021)<sup>64</sup>. C'est là que le découpage territorial turco-libyen proposé par Cihat Yaycı prend tout son intérêt aux yeux d'Erdoğan. L'accord du 28

62. Tziarras Zenonas, « The New Geopolitics of the Eastern Mediterranean: Trilateral Partnerships and Regional Security », Rapport du PRIO n° 3, 2019, p. 105.

63. En avril 2019, le Parlement a quitté Tobrouk pour Benghazi, autre ville de Cyrénaïque, plus proche de la Tripolitaine.

64. C. Fabre et D. Schmid, « Soutien turco-qatari au gouvernement Sarraj : de la convergence idéologique à l'alliance pragmatique et financière », *Diplomatie*, n° 107, janvier-février 2021, p. 51-52.

novembre 2019, qui délimite une ZEE avec la Libye, lui permet de faire d'une pierre deux coups : d'une part, il s'affiche en homme fort des intérêts nationaux turcs, en bloquant la constitution d'un axe territorial helléno-égyptien ; d'autre part, il officialise et légitime du même coup sa coopération avec le gouvernement de Tripoli. La *Mavi Vatan* devient alors pour l'AKP l'instrument justifiant son soutien aux Frères musulmans face au maréchal Haftar. Ce dernier ayant reçu le soutien diplomatique, logistique et probablement militaire de l'Égypte<sup>65</sup>, le gouvernement turc voit dans le conflit libyen une occasion de contrecarrer la stratégie du maréchal al-Sissi. Le débarquement de troupes turques en Libye, en janvier 2020 obéit à deux logiques : éviter la chute du gouvernement al-Sarraj et sécuriser l'accord sur les ZEE, tout en luttant contre les forces soutenues par l'Égypte.

Au cours de l'été 2020 se dessine alors ce que certains observateurs ont pu qualifier de « grand jeu méditerranéen<sup>66</sup> » : deux camps se dessinent de plus en plus nettement en Méditerranée orientale, et les acteurs extérieurs se voient appelés à prendre parti. Un accord de délimitation maritime signé le 6 août 2020 entre la Grèce et l'Égypte apparaît comme une réponse directe au traité turco-libyen. La France, qui a demandé dès le mois de janvier 2020 à rejoindre le Forum du gaz (son admission sera officialisée le 9 mars 2021), tout en condamnant la politique turque et en annonçant vouloir un « partenariat stratégique de sécurité » avec la Grèce<sup>67</sup>, est perçue comme une alliée d'Athènes. Cette prise de position française accroît les tensions, déjà nombreuses, avec la Turquie. Le 10 juin 2020, un grave incident naval au large des côtes libyennes marque l'acmé de la crise franco-turque. Alors qu'une frégate française, le *Courbet*, s'apprête à inspecter un cargo turc dans le cadre de l'opération *Sea Guardian* (mission de l'OTAN visant à prévenir la contrebande d'armes à destination de la Libye), elle se heurte à des manœuvres d'intimidation de la part de la marine turque. Les versions divergent sur le déroulé précis de l'accrochage : la France accuse la Turquie d'avoir « illuminé » (action consistant à marquer une cible pour préparer un tir) le *Courbet*, tandis que la Turquie affirme avoir simplement « désigné » (système de marquage moins

---

65. A. Poletti, « Libye : pourquoi l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi soutient le maréchal Haftar », *Jeune Afrique*, 12 novembre 2019.

66. Dossier : « Libye : Le grand jeu méditerranéen », *Moyen-Orient*, n° 49, janvier-mars 2021, p. 15-71 ; L. Lefebvre, « En Libye, ce Grand Jeu qui n'en finit plus », *Paris Match*, 6 juillet 2020.

67. L. Lagneau, « La coopération militaire entre la France et la Grèce va entrer dans une nouvelle ère, selon Mme Parly », *Opex360* (en ligne), 24 février 2020, disponible sur : [www.opex360.com](http://www.opex360.com).

hostile) la frégate<sup>68</sup>. L'incident est en tout cas jugé suffisamment grave pour que la France se retire de *Sea Guardian*. Trois mois plus tard, l'annonce par la Grèce d'un contrat d'achat du chasseur français Rafale confirme la consolidation d'un axe Paris-Athènes<sup>69</sup>.

Les schémas d'alliances qui se dessinent alors ne sont pas favorables à la Turquie : bien que les États-Unis et certaines puissances européennes, comme l'Allemagne ou l'Espagne, se gardent de prendre position contre elle, seul le gouvernement de Tripoli et la RTCN la soutiennent ouvertement en Méditerranée. C'est dans ce cadre que le président Erdoğan prête l'oreille à une autre préconisation des théoriciens de la *Mavi Vatan* : tâcher de se rapprocher de certaines puissances méditerranéennes, comme l'Égypte ou Israël, pour isoler la Grèce. Tout au long de l'automne qui suit, des pourparlers discrets ont lieu avec ces deux pays. Si les discussions avec Israël s'éternisent sans résultat concret, une réconciliation spectaculaire avec l'Égypte est annoncée en mars 2021, amenant le maréchal al-Sissi à envisager une nouvelle approche des frontières maritimes<sup>70</sup>. En retour le gouvernement turc demande aux Frères musulmans réfugiés sur son territoire de modérer leurs critiques envers le régime égyptien<sup>71</sup>. Ces développements sont très bien accueillis par les amiraux, qui y voient une victoire de leurs théories<sup>72</sup>. La *Mavi Vatan* a ici servi à Recep Tayyip Erdoğan de boussole géopolitique pour répondre à un contexte stratégique spécifique en Méditerranée.

## Une influence plus limitée qu'en apparence ?

Si le président turc a su utiliser les idées des amiraux dans une conjoncture qui leur était favorable, il entend cependant garder le contrôle et l'a fait savoir à plusieurs reprises. Le premier signe en a été la démission à laquelle il a contraint Cihat Yaycı, le 7 mai 2019. Les raisons de la disgrâce du chef d'État-Major de la Marine sont mal identifiées. Certains partisans de la *Mavi Vatan*, comme Cem

---

68. S. Ersöz, « 'Çirkin' gerginliği » [Tensions autour du cargo 'Çirkin'], *Milliyet*, 19 juin 2020 ; J.-D. Merchet, « Comment s'est déroulé l'incident naval entre la France et la Turquie », *L'Opinion*, 19 juin 2020.

69. M. Cabriol, « La Grèce va acheter 18 Rafale à la France », *La Tribune*, 12 septembre 2020.

70. « Ankara salue le respect du plateau continental turc par l'Égypte », *TRT*, 20 mars 2021, disponible sur : [www.trt.net.tr](http://www.trt.net.tr).

71. « Muslim Brotherhood Confirms Turkey's Request from TV Channels to Tone Down Criticism of Egypt's gov't », *Duvar English*, 22 mars 2021, disponible sur : [www.duvarenglish.com](http://www.duvarenglish.com).

72. « Mısır ile normalleşme ve Doğu Akdeniz'de şekillenen politika » [La normalisation avec l'Égypte et la politique qui se dessine en Méditerranée Orientale], *Haber7*, 13 mars 2021, disponible sur : [www.haber7.com](http://www.haber7.com).

Gürdeniz ou Mustafa Özbey, soupçonnent une manipulation par des proches de Fethullah Gülen<sup>73</sup>. D'autres observateurs évoquent des désaccords personnels avec le ministre de la Défense, Hulusi Akar (depuis 2018), rallié aux thèses de l'amiral Yaycı mais n'appréciant pas sa popularité et son exposition médiatique. Quoiqu'il en soit, cette démission a montré que Recep Tayyip Erdoğan entendait demeurer seul maître à bord et que son ralliement aux thèses des amiraux ne signifiait pas une mise sous tutelle. Il est encore difficile d'évaluer jusqu'à quel point l'ouverture de négociations bilatérales avec la Grèce, en janvier 2021, relève de la même logique. Malgré une absence d'avancées concrètes, les premières rencontres ont été suivies de commentaires plutôt optimistes du porte-parole de la présidence, İbrahim Kalın, sur la possibilité de régler l'ensemble des contentieux territoriaux<sup>74</sup>. Or, les théoriciens de la *Mavi Vatan*, qui ont paru réservés sur ce processus, estiment que les discussions ne doivent porter que sur la mer Égée et que la ZEE revendiquée par la Turquie en Méditerranée n'est pas négociable<sup>75</sup>.

Une crise plus grave encore a rappelé que d'autres désaccords fondamentaux, de nature géopolitique et relatifs à la stratégie maritime, continuent d'opposer les cadres de la Marine à Recep Tayyip Erdoğan. Le 4 avril 2021, une tribune signée par 104 amiraux à la retraite – dont Cem Gürdeniz et Mustafa Özbey – a enjoint le gouvernement turc à ne pas remettre en cause la convention de Montreux, signée en 1936, et qui régit la libre circulation dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles<sup>76</sup>. Dans la foulée, l'amiral Gürdeniz a vivement critiqué le projet *Kanal İstanbul*, qui prévoit la construction d'une nouvelle voie de passage maritime entre mer Noire et mer de Marmara, à l'ouest d'Istanbul. Porté par le président Erdoğan, ce canal aurait officiellement vocation à réduire le trafic de navires dans le détroit du Bosphore ; mais, en échappant à la juridiction de Montreux (qui ne s'applique qu'aux deux détroits mentionnés), il faciliterait sa remise en cause. Or, Cem Gürdeniz estime que « questionner Montreux et s'en débarrasser, c'est rendre un service à l'impérialisme », concluant que « *Kanal İstanbul* est l'opposé de la Patrie Bleue<sup>77</sup> ». La réaction de l'AKP à cette mise en garde a été rapide et brutale : le ministre de la Communication Farhettin Altun a accusé les amiraux signataires de représenter une

---

73. Ils ont notamment exprimé cette conviction sur la chaîne Youtube « Veryansın Tv » ; leurs interventions respectives sont consultables sur [www.youtube.com](http://www.youtube.com) et [www.youtube.com](http://www.youtube.com).

74. Alberto GARCÍA, « Fin du 61<sup>e</sup> cycle de négociations sur la Méditerranée orientale entre la Grèce et la Turquie », *Atalayar*, 26 janvier 2021, disponible sur : <https://atalayar.com>.

75. Cem Gürdeniz, *Mavi Vatan'ın Güney cephesi: Doğu Akdeniz*, p. 163-164.

76. « 104 emekli amiralden Montrö ve Atatürk devrimleri bildirisi » [Déclaration de 104 amiraux à la retraite sur Montreux et les révolutions d'Ataturk], *Cumhuriyet*, 4 avril 2021.

77. Cem Gürdeniz, « Kanal İstanbul Mavi Vatan'ın Karşıtıdır » [Kanal İstanbul est l'opposé de la Patrie Bleue], *Cumhuriyet*, 4 avril 2021.

« cinquième colonne », d'incarner « la vieille Turquie », assimilant leur action au coup d'État manqué de 2016<sup>78</sup>, tandis que le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu laissait entendre qu'ils se montraient indignes de leur uniforme<sup>79</sup>. Le parquet général d'Ankara a ouvert une enquête dans l'après-midi même pour « réunion visant à commettre un crime contre la sécurité de l'État et l'ordre constitutionnel », et dès le lendemain, Cem Gürdeniz et une dizaine d'autres amiraux ont été placés en détention – ils ont été remis en liberté conditionnelle le 13 avril. Ces tensions très sérieuses indiquent bien que la *Mavi Vatan*, outil géopolitique choisi par le président turc, n'implique pas pour autant une synergie globale avec ses concepteurs.

Au-delà de ces tensions internes, le contexte stratégique actuel est tel que la *Mavi Vatan* fait pratiquement consensus au sein de la société turque (parmi les grandes forces politiques, seul le Parti Démocratique des Peuples [*Halkların Demokratik Partisi*, HDP], pro-Kurde, marginalisé au Parlement, a émis une critique envers cette doctrine). Mais il est difficile de prédire comment les rapports de puissance évolueront en Méditerranée et influenceront sur les équilibres politiques turcs. Tout comme il a soutenu un temps le rapprochement avec l'UE, puis la doctrine dite « néo-ottomane » d'Ahmet Davutoğlu, Recep Tayyip Erdoğan pourrait parfaitement, si ses intérêts l'exigeaient, changer de référent idéologique et recycler d'autres éléments doctrinaux en politique étrangère. Mais s'il venait à quitter le pouvoir, il n'est pas dit non plus que son successeur renoncerait aux principes de la *Mavi Vatan* : plus qu'à un homme ou un parti, c'est bien à un contexte stratégique spécifique que cette doctrine paraît attachée.

78. Consultable sur son compte Twitter : <https://twitter.com>.

79. « Cumhurbaşkanlığı ve İçişleri'nden 104 amiralin bildirisine tepki » [Réaction de la Présidence et de l'Intérieur à la déclaration des 104 amiraux], *Sözcü*, 4 avril 2021.

# Conclusion : atouts et faiblesses de la Turquie dans sa quête de puissance maritime

Du 25 février au 7 mars 2021 a eu lieu l'exercice « Mavi Vatan 2021 », au cours duquel la Turquie a fait manœuvrer 87 navires, 27 avions et 20 hélicoptères, ainsi que des drones armés (SİHA) et non armés (İHA), en mer Égée et en Méditerranée<sup>80</sup>. Si la Marine a fourni l'essentiel de ces forces, des hélicoptères de l'armée de Terre, des chasseurs de l'armée de l'Air et des éléments de recherche et sauvetage de la Gendarmerie ont également été mobilisés<sup>81</sup>. Souhaitant que ces exercices se renouvellent chaque année, l'amiral Cihat Yaycı, qui dirige désormais le Centre de stratégie maritime et globale de l'université de Bahçeşehir, a estimé qu'ils étaient très importants non seulement pour apprendre aux différents corps mobilisés à travailler ensemble, mais également pour montrer aux partenaires internationaux de la Turquie sa capacité à effectuer de grandes manœuvres interarmées<sup>82</sup>. Il y a ainsi une volonté marquée d'Ankara d'exposer la modernisation rapide de sa flotte et son expertise croissante dans le domaine aéronaval. C'est un élément particulièrement important dans l'idéologie de la *Mavi Vatan*, car la Marine, appuyée par les forces terrestres et surtout aériennes, doit être le glaive grâce auquel la Turquie pourra défendre sérieusement ses ambitions territoriales.

À partir des années 1990, la volonté turque de développer ses forces navales a abouti à une stratégie en deux étapes. Dans un premier temps, acheter auprès de pays alliés des matériels immédiatement disponibles permettant de donner une consistance à la flotte : de nombreuses frégates américaines, ainsi que six avisos de type A69 achetés d'occasion à la France, passent ainsi sous pavillon turc<sup>83</sup>. Puis, sous l'impulsion des amiraux favorables à une nationalisation de la production militaire, la Turquie a commencé à développer ses propres armements. Cette ambition est visible à travers le programme MİLGEM [*Milli Gemi*, Navire National], qui

---

80. « Mavi Vatan tatbikatı nedir? Mavi Vatan tatbikat hakkında bilgiler » [Qu'est-ce que l'exercice Mavi Vatan ? Les informations sur cet exercice], *Hürriyet*, 25 février 2021.

81. « Mavi Vatan-2021 tatbikatı bugün başlıyor: Gövde gösterisi » [L'exercice Mavi Vatan-2021 commence aujourd'hui : Un bombage de torse], *Aydınlık*, 24 février 2021.

82. *Ibid.*

83. J. Henrotin, « Grèce-Turquie : Une confrontation maritime du XXI<sup>e</sup> siècle », *Stratégique*, n° 124, décembre 2020, p. 118-119.

visé à l'autonomie stratégique<sup>84</sup>, et que les amiraux Özdem Örnek et Soner Polat ont particulièrement défendu. Après la construction de quatre corvettes légères (« *Ada* »), mises en service entre 2011 et 2019, des frégates de chasse, puis des frégates de défense aérienne, sont prévues au cours de la décennie 2020. En plus de MİLGEM, la Marine doit se voir renforcée par le développement d'une flotte de sous-marins modernes (dont six « *Piri Reis* » basés sur le T-214 allemand, et dont le premier a été mis en service en 2019<sup>85</sup>) et l'acquisition d'un porte-hélicoptères, l'*Anadolu*, dont la mise en service est prévue pour 2021.

Néanmoins, le processus de modernisation de la Marine turque doit encore surmonter bien des défis pour répondre aux ambitions de la *Mavi Vatan*. Certaines lacunes technologiques l'obligent encore à recourir des composants étrangers pour produire des armements nationaux, créant un effet de dépendance<sup>86</sup>. Par ailleurs, la proposition de Cihat Yaycı de rééquiper l'ancien porte-avions français *Foch*, (vendu au Brésil en 2000 sous le nom de *Sao Paulo*, et récupéré par un consortium turc début 2021, officiellement pour démantèlement), et d'en faire un centre de formation de personnels, illustre l'importance accordée par les amiraux à la nécessité d'acquérir plus rapidement de nouveaux matériels<sup>87</sup>. L'impact des crises diplomatiques sur le secteur militaire a aussi fait perdre à Ankara des partenariats précieux : en persistant dans sa volonté d'acquérir des missiles anti-missiles S-400 auprès de la Russie, la Turquie a pris le risque de se voir exclue du programme américain de chasseurs furtifs F-35. Or, le porte-hélicoptère *Anadolu* devait initialement accueillir cet avion de combat interarmées, capable de décoller à la verticale<sup>88</sup>. N'ayant pas d'alternative actuelle au F-35, Ankara envisage désormais de convertir l'*Anadolu* en porte-drone, une solution alternative qui ne paraît pas à la hauteur des espoirs mis en ce vaisseau<sup>89</sup>.

Pour devenir l'instrument souhaité par les théoriciens de la *Mavi Vatan*, l'armée turque doit donc poursuivre un travail de modernisation qui implique de maintenir une certaine coopération avec ses partenaires traditionnels. En cela, la doctrine ne peut faire

84. *Ibid.*, p. 121-123.

85. « Turkey's First-Generation Submarine Piri Reis hits the Seas », *Hürriyet Daily News*, 22 décembre 2019, disponible sur : [www.hurriyetdailynews.com](http://www.hurriyetdailynews.com).

86. Burak Ege Bekdil, « Turkish Industry Prospers, but Foreign Relations are Limiting its Potential », *Defense News*, 17 août 2020, disponible sur : [www.defensenews.com](http://www.defensenews.com).

87. « Amiral Cihat Yaycı: Uçak gemisini alalım Su-33 konuşlandıralım » [Amiral Cihat Yaycı: Prenons le porte-avions et déployons le Su-33], *Aydınlık*, 24 mars 2021.

88. J. Henrotin, « Grèce-Turquie : Une confrontation maritime du XXIe siècle », *op. cit.*, p. 124.

89. L. Lagneau, « La Turquie parle de transformer le navire TCG Anadolu en porte-drones », *Opex360*, 13 mars 2021, disponible sur : [www.opex360.com](http://www.opex360.com).

l'économie d'une approche diplomatique par laquelle Ankara devra  
conserver un certain équilibre entre ses alliances anciennes et ses  
ambitions nouvelles.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

[Ifri.org](http://Ifri.org)